

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Nantes, Longwy et Denain : ensemble contre les licenciements

Le crime paie

SERGE, François, Antoine et Monteiro sont morts. Ça s'est passé jeudi matin à la Sollac de Sérémange en Moselle. Quelques heures plus tard, à Sucy en Brie, dans le Val-de-Marne, c'est Manuel qui est mort, José et Alfredo, eux, sont grièvement blessés. C'était sur un chantier du bâtiment. Les premiers asphyxiés, les autres ensevelis. Dans les deux cas, aucune des conditions de sécurité n'étaient respectées par les entreprises : les cuves de la Sollac se sont transformées en chambres à gaz et la tranchée sans étais du chantier en fosse commune.

Qui a dit que le crime ne paie pas ?

Ces assassinats d'ouvriers rapportent. Calculés en profits et pertes, ils sont prémédités dans les bureaux feutrés des conseils d'administration. Chaque mort, chaque mutilé, chaque accidenté, c'est un investissement « improductif » qui a été délibérément écarté. Car l'insécurité permanente qui fait plus de 4 000 morts par an au travail et un accident grave toute les sept secondes, n'est finalement, pour les capitalistes, qu'une des conditions de la rentabilité des entreprises si chère à Barre.

A Sérémange et à Sucy, ils sont morts dans la sidérurgie et dans le bâtiment, justement les deux branches industrielles où le taux des accidents est le plus fort. Ce sont aussi deux branches où le taux de chômage est parmi les plus forts. Est-ce un hasard quand la réduction des effectifs se traduit par des conditions de travail de plus en plus détériorées, des cadences encore plus insoutenables ? A Sacilor, les équipes d'entretien ont été réduites de 50 %... Crimes prémédités ? On les entend déjà, ceux qui vont invoquer la fatalité, le mauvais sort, le manque de conscience de l'ouvrier. Ce sont les mêmes qui s'indignent lorsqu'un patron assassin se trouve inculpé, emprisonné. Ici, l'assassinat est légal, légitimé, couvert. Car Barre vous le dira, pour que la France gagne, il faut consentir des sacrifices. Des sacrifices humains !

Pierre MARCEAU

ANANTES, 15 000 manifestants rassemblés contre le chômage dans un cortège très combatif. Violents affrontements avec les CRS autour de la préfecture.

LA ligne ferroviaire Paris-Luxembourg est bloquée pour plusieurs jours : en effet, les sidérurgistes lorrains ont arrêté jeudi un train qui transportait plusieurs tonnes de minerai dans un tunnel entre Longwy et Longuyon. Ils l'ont ensuite déchargé dans le tunnel et il va falloir plusieurs jours pour le rendre praticable à nouveau.

(Voir articles page 3, 4 et 5)



Les CRS protégeant, avec une grande violence, la préfecture de Nantes.

Sidérurgie : licenciements et crimes

Quatre morts à Sollac

JEUDI 8 février à 8 heures du matin, quatre ouvriers sont morts à l'aciérie de Sollac. Ce même jour, les sidérurgistes apprenaient que 229 licenciements étaient prévus pour l'aciérie.

Les ouvriers étaient employés par une entreprise de sous-traitance « Nicoletta ». Ils effectuaient à Sollac des travaux de réfection, de nettoyage de cuves qui sont nettoyées environ tous les trois ans.

Pour le patronat, le décès de ces quatre travailleurs sera « un triste incident » dû malheureusement à un manque de précautions, à un irrespect des normes de sécurité de la part des travailleurs.

Rien n'est plus faux. Ce sont au contraire le patronat, la direction de Sollac et de Nicoletta qui ont tué ces ouvriers.

Qu'on s'imagine ces cuves : 6,50 m de haut, 1,20 m de large ; pour pénétrer dans la cuve, il faut passer par un goulot de 40 cm de section ! Un travailleur a entendu crier : « Il faut appeler les pompiers, il y a un blessé », aussitôt, il court appeler les pompiers, quand il revient, à 8 h 38, quatre corps sont allongés au fond de la cuve. Alors un accident ?

Les ouvriers nettoyaient la cuve, chassaient la poussière et les gaz de la cuve avec de l'air comprimé. Mais la conduite d'air comprimé — qui portait toujours la mention « air » — n'envoyait pas de l'air, mais de l'azote*.

Non seulement cette conduite ne portait pas la bonne mention, mais elle n'était pas peinte en noir, comme le veut la législation.

D'autre part, ces ouvriers n'avaient pas la tenue de sécurité réglementaire et leur responsabilité n'est pas à mettre en cause !

Les masques qu'ils portaient étaient tout à fait inadaptés à leur travail. Les ceintures indispensables à cette tâche n'existaient pas, de même la poulie pour évacuer les gaz en cas d'accident.

Quant à leurs cordages, les pompiers Sollac ont été obligés d'utiliser leurs propres cordes, tellement celles des ouvriers étaient défectueuses. Tous ces faits prouvent que la mort de ces quatre travailleurs n'est pas fortuite.

On peut être sûr que les patrons de Sollac et de Nicoletta — avec le soutien des mass-média — vont tenter de se disculper, de faire porter aux quatre travailleurs la responsabilité de leur mort. Et pourtant, ce n'est malheureusement pas la première fois

qu'il se produit un tel accident. En 1978, un mort à la cockerie de Sollac : il y avait aussi de l'azote dans une conduite d'air. La direction avait été mise en garde dans le cadre du CHS (comité d'hygiène

et de sécurité) tenue de se pencher sur ce problème : elle n'en a rien fait !

NV

*Azote : gaz qui ne peut entretenir ni la respiration, ni la combustion.

Communiqué du 8 février de la section CFDT-Sollac

« **S**UITE à l'accident ayant entraîné la mort de quatre ouvriers de l'entreprise Nicoletta, occupés à la réfection des cuves de la station hydraulique des aciéries Sollac à Sérémange, la CFDT Sollac sans préjuger des résultats des enquêtes en cours constate un certain nombre d'anomalies pouvant engager la responsabilité de Sollac et de l'entreprise.

Premièrement, un réseau d'air comprimé a été modifié en réseau azote sans respect des règles de signalisation applicables aux fluides (l'utilisation de l'azote à la place d'air comprimé est la cause directe des décès des quatre travailleurs).

Deuxièmement, les ouvertures de chantier concernant le travail dans les cuves doivent faire l'objet de dispositions particulières, plusieurs fois réclamées en vain au CHS par les membres CFDT, mais jamais appliquées. La CFDT pose, une fois de plus, le problème de l'utilisation d'entreprises extérieures au sein de Sollac, sans connaître les risques réels reconnus. La CFDT constate que les installations ne sont plus conformes aux règles de normalisation, mais que parallèlement les effectifs d'entretien de l'entreprise sont diminués de 50 % ».

Giscard au Cameroun

Le Cameroun : «Coopération mais respect de l'indépendance»

LIVRE NOIR

FAITS ET PREUVES DES ACTES D'AGRESSION ET D'ANNEXION DU VIETNAM CONTRE LE KAMPUCHEA

CETTE brochure qui est la reproduction intégrale d'un document du ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique datant de septembre 1978 est une dénonciation des actes d'agression du Vietnam contre le Cambodge. Aujourd'hui la preuve de l'invasion du Cambodge par 14 divisions vietnamiennes (soit environ 140 000 hommes) n'est plus à faire. Mais il n'est pas inutile d'apprendre que les convoitises des dirigeants vietnamiens actuels ne datent pas d'aujourd'hui. Comme l'indique la brochure, dès la fondation du Parti communiste indochinois en 1930, la volonté d'un certain nombre de dirigeants vietnamiens de créer une Fédération indochinoise regroupant le Vietnam, le Laos et le Cambodge était inscrite au programme du parti. L'indépendance des trois pays n'était pas mise en avant.

C'est dans la lutte pour affirmer leur droit d'exister de manière indépendante que les communistes cambodgiens ont fondé en 1960 le Parti communiste du Kampuchea. Beaucoup de choses au niveau de la ligne politique elle-même les séparaient déjà des Vietnamiens.

Aujourd'hui, la direction vietnamienne qui a choisi de s'aligner sur les positions impérialistes de Moscou envahit le Cambodge mais déjà, la guerre populaire harcelée de partout les occupants. La défaite de l'envahisseur est inéluctable.

C.L.

Quand le Vietnam jure ses grands dieux ...

ON se souvient que le gouvernement légitime du Kampuchea démocratique avait plus d'une fois dénoncé l'ambition du Vietnam d'intégrer le Cambodge dans une fédération indochinoise regroupant le Laos, le Cambodge et le Vietnam, sous la tutelle de ce dernier. Le Vietnam avait toujours juré ses grands dieux que c'était là de «grossières calomnies» anti-vietnamiennes de la part du gouvernement cambodgien.

Or, ne voilà-t-il pas qu'un mois et demi à peine après l'agression vietnamienne contre le Cambodge, le président du gouvernement fantoche installé à Phnom Penh à la pointe des baionnettes vietnamiennes, de fabrication soviétique, se déclare favorable à «des relations d'amitié d'étroite solidarité et d'entraide sincère avec les peuples lao et vietnamien frères, en vue de défendre ensemble leur indépendance nationale et de progresser côte à côte vers le socialisme». Quand on sait que la frontière entre le Vietnam et le Laos a été pratiquement supprimée, que le Vietnam entretient 50 000 militaires en territoire lao et que le gouvernement laotien n'a plus aucune liberté d'action, on n'a pas beaucoup de peine à imaginer ce que signifie «relations d'amitié» ou «indépendance nationale» pour le Cambodge : des relations de soumission ni plus ni moins.

Et notons une nouvelle fois au passage qu'il ne faut jamais croire les dirigeants vietnamiens sur parole !

C.L.

GISCARD est arrivé à Douala, la capitale du Cameroun pour une visite officielle de plusieurs jours. Les relations entre le Cameroun et la France seront très certainement au centre des discussions, et ce, d'un point de vue aussi bien économique que politique. Le Cameroun ne fait pas partie des membres de la Conférence franco-africaine qui regroupe la majorité des Etats africains francophones.

Du point de vue économique, le gouvernement français souhaite renforcer les liens avec Yaounde ; du point de vue politique, la politique d'indépendance du gouvernement camerounais s'est plusieurs fois heurtée au «projet africain» de Paris.

Le président camerounais Ahidjo a répondu d'avance à la plupart des demandes de Giscard :

Colonie allemande depuis la fin du 19e siècle, le Cameroun est partagé au sortir de la guerre de 1914 entre la France qui en prend 80 % et la Grande Bretagne.

Dès 1948, se crée au Cameroun un mouvement politique, l'Union des Populations du Cameroun qui mène, face à l'administration colonialiste, une lutte paci-

fique mais très intense pour l'indépendance et la réunification du pays.

Les massacres organisés en 1955 par le gouverneur français, Rolant Pré, qui firent plus de 5 000 morts contraignirent l'UPC à la clandestinité et à la lutte armée. A ce titre, on peut dire que l'UPC est alors un des tous premiers mouvements de libération nationale

le africain.

En 1960, lors de l'indépendance et de la réunification du Cameroun, les colonialistes font tout pour éviter la participation de l'UPC au gouvernement. Ruben Um Nyobe, le fondateur de l'UPC, celui que l'on appelait l'Ho Chi Minh, africain est assassiné. C'est l'UNC d'Ahidjo qui prend le pouvoir. Cette situation politique, directement léguée par le colonialisme, marquera pendant plus de 10 ans l'histoire du Cameroun. En 1971, Ernest Ouandie, dernier dirigeant «historique» de l'UPC est à son tour assassiné.

VERS UNE PLUS GRANDE INDEPENDANCE

Entre temps, la politique d'Ahidjo, conçue à l'origine par les colonialistes français pour être un fidèle reflet des intérêts français, s'affirme peu à peu dans un sens d'une plus

grande indépendance. Certes, le Cameroun fait encore aujourd'hui partie de la «zone franc», c'est-à-dire que du point de vue financier, l'économie camerounaise reste liée à l'impérialisme français.

L'impérialisme français reste d'autre part nettement le plus implanté dans le pays, par le biais des investissements dans le secteur agricole et dans le jeune secteur industriel avec notamment Pechiney Ugine-Kuhlman. La France reste le premier acheteur et le premier vendeur au Cameroun.

D'un autre côté, les efforts du Cameroun, depuis déjà plusieurs années ont porté sur la diversification des partenaires économiques. Depuis 1971, en particulier, de bonnes relations ont été établies avec la Chine qui fournit aujourd'hui une des toutes premières aides au Cameroun. Les coopérateurs chinois y sont assez nombreux, travaillant dans le domaine de la médecine, mais aussi des travaux publics.

Le président camerounais définissait ainsi récemment sa politique extérieure : « Nous avons à consolider notre indépendance, à affirmer notre personnalité nationale dans le cadre de notre politique de non-alignement, et à renforcer et diversifier les relations de coopération dans tous les domaines que le Cameroun entretient avec tous les pays de bonne volonté de tous les continents... »



Après la décision prise mardi, par leurs délégués de tous le groupe réuni de faire grève si la direction du trust British Leyland n'acceptait pas leurs revendications (voir HR du 8 février), 19 000 ouvriers britanniques de l'automobile ont déjà rejoint dans la grève les 1,5 million d'employés des collectivités publiques qui sont en grève depuis plusieurs semaines. C'est lundi que le restant des ouvriers du trust - 86 000 - décideront si à leur tour, ils entrent dans le mouvement

ALGERIE

Très forte participation aux élections

D'APRES des chiffres encore non officiels, plus de 95 % des électeurs algériens se sont déplacés mercredi 7 pour élire le candidat officiel du FNL, M. Benjedid Chadli à la présidence de la République algérienne. 825 000 Algériens résidant en France étaient également appelés à se prononcer. La plupart d'entre eux l'ont fait par correspondance. Cependant, dans les endroits où des bureaux de vote avaient été ouverts, surtout dans la région parisienne, le nombre de votants a été très élevé.

C.L.

La pratique de la torture

Courante dans les prisons israéliennes

D'APRES le journal Washington Post, des rapports de l'ambassade américaine en Israël confirment tout à fait l'emploi systématique de la torture dans les prisons sionistes à l'égard des détenus arabes. Ces tortures sont dénoncées depuis longtemps par les organisations palestiniennes. L'enquête américaine a été menée à partir de 29 études de cas de Palestiniens qui avaient demandé un visa pour les USA. Tous avaient été emprisonnés par les sionistes pour appartenance à des organisations de résistance palestinienne.

Les conclusions de l'enquête, qui avaient été tenues secrètes depuis mai dernier, sont que pour au moins quinze d'entre eux, les aveux avaient été arrachés sous la torture. Celles-ci n'ont d'ailleurs rien à envier aux méthodes pratiquées dans les plus sanglantes dictatures : les moyens les plus fréquemment employés sont la réfrigération des prisonniers, c'est-à-dire leur maintien dans une pièce insupportablement froide, la pendaison

par les bras ou par les pieds, la privation de nourriture ou de sommeil et également des formes extrêmes de tortures sexuelles.

Dans tous les cas, ces tortures ne sont pas le fait d'individus isolés mais une pratique systématique soutenue par l'administration sioniste.

D'autre part, d'après l'agence palestinienne de presse, les premiers jours de février ont été marqués par des manifestations de la population palestinienne dans les grandes villes de la Cisjordanie occupée contre la répression et contre la politique d'implantation coloniale que poursuit l'Etat sioniste.

Les sionistes continuent en effet leurs tentatives pour chasser de force les habitants arabes de ces régions, en particulier en rasant les maisons pour pouvoir y implanter de nouvelles «colonies de peuplement». De violents heurts ont récemment opposé la population et à la police militaire israélienne après que celle-ci ait tenté d'occuper de force une mosquée en Cisjordanie.

S.F.

Nouveaux désaveux diplomatiques pour le Vietnam

LE combat pour l'indépendance du Cambodge face à l'agression vietnamienne se mène sur le terrain militaire mais aussi diplomatique. Il est par exemple très important que les pays qui entretenaient des relations d'Etat à Etat avec le Kampuchea démocratique, dirigé par le premier ministre Pol Pot, continuent à maintenir ces relations. En effet, cela implique qu'ils ne reconnaissent pas le gouvernement fantoche mis en place par les Vietnamiens.

C'est ainsi que le président pakistanais a adressé une lettre à Kieu Samphan,

président du présidium de l'Etat du Kampuchea démocratique où il l'assure qu'il «s'efforcera de développer et de renforcer les relations amicales et de parvenir à une compréhension et une coopération plus étroite entre le Pakistan et le Kampuchea démocratique».

Cette lettre est une réponse à un message de Kieu Samphan daté du 24 novembre 1978 et adressé aux «pays amis» pour leur demander de soutenir le Cambodge contre l'agression alors imminente du Vietnam.

Par ailleurs, une délégation du «Kampuchea démoc-

ratique» a participé à la réunion préparatoire du «Groupe des 77», organisation regroupant 77 pays pour la plupart du tiers-monde et représentée à l'ONU. C'est une nouvelle défaite pour le gouvernement fantoche installé par le Vietnam : jusqu'ici, ce pseudo-gouvernement n'a pas réussi à se faire admettre au sein d'organismes internationaux, que ce soit l'ONU, le mouvement des non-alignés ou le «Groupe des 77».

Enfin, Ieng Sary, vice-premier ministre du gouvernement légal cambodgien, a adressé un message au se-

crétaire général de l'ONU. Après avoir souligné que «les membres du gouvernement du Kampuchea démocratique sont toujours à leurs postes pour diriger le combat» et que «même dans les régions contiguës du Vietnam, les organismes dirigeants du gouvernement et la machine administrative sont intacts», le message explique que les agresseurs vietnamiens sont partout harcelés par le peuple et l'armée du Kampuchea démocratique qui pratiquent la guerre populaire. Le message a été distribué à tous les pays membres de l'ONU.



UN ARTISAN DE LA CREATION DE L'OUA

Cette volonté se traduit notamment par les relations politiques que le Cameroun entretient avec la France. Il est un des rares pays africains anciennement colonisés par la France à ne pas assister aux conférences franco-africaines, ce sera d'ailleurs là une des raisons du voyage de Giscard. Quant aux forces militaires françaises, elles n'y sont qu'à titre technique (environ 80 techniciens).

Il faut également, dans le même domaine, noter que Ahidjo est considéré comme l'un des artisans de la création de l'Organisation de l'Unité africaine. L'unité du continent africain apparaît dans la politique des dirigeants camerounais comme un garant de l'indépendance du continent contre les entreprises extérieures de déstabilisation.

Serge FOREST

Le Cameroun



Pays un peu plus petit que la France, situé à la charnière occidentale de l'Afrique, le Cameroun compte actuellement 7,6 millions d'habitants dont près de la moitié est âgée de moins de 15 ans. Les villes principales sont Yaoundé, la capitale, et Douala, la plus importante et le véritable centre économique. Deux langues sont officielles, résultat toutes deux de la colonisation, le français et l'anglais.

Employant 80 % de la population, l'agriculture est la base de l'économie camerounaise. Les principales productions sont le millet, le manioc et le maïs qui servent à la consommation intérieure et le café et le cacao qui représentent 59 % des exportations du pays. Les échanges extérieurs se font principalement avec la France (44 % des importations et 25 % des exportations) et de manière plus générale avec le Marché commun : 2/3 des exportations et des importations.

Avec un produit national brut par habitant de 1 900F par an, le Cameroun se situe dans la moyenne des Etats africains ; le taux d'inflation a été en 1976 de 95 %.

Le Cameroun dispose d'une petite production de pétrole, entamée depuis 1977. Au niveau industriel, on peut noter l'usine de traitement de l'aluminium qui travaille à partir du minerai guinéen et qui appartient au trust français PUK. Un grand gisement de bauxite (minerai d'aluminium) n'est pas encore en exploitation. Si la situation économique est relativement bonne pour un pays du tiers monde, il existe cependant de très importantes différences dans la répartition des richesses. Les villes comptent près de 30 % de chômeurs.

Nantes, Longwy et Denain : ensemble contre les licenciements

JOURNEE sur l'emploi en Loire-Atlantique. Une colère profonde que le pouvoir a cru pouvoir étouffer par la répression. Le 8 aura un lendemain en Loire-Atlantique. A Nantes ce sont plus de 15 000 travailleurs qui ont participé à la manifestation dans le cadre de cette journée appelée par la CFDT et la CGT. D'autres importantes manifestations se sont également déroulées à St-Nazaire et Châteaubriant.

Après les provocations patronales à Brissonneau et Lotz-Marine et la riposte des métallos (plus de 5 000 dans la rue) mardi dernier on pouvait s'attendre à une manifestation puissante et déterminée. Ce fut le cas.

Une gigantesque manifestation comme on en n'avait jamais vu depuis 1968. Sur le coup de 10 heures, toutes les manifestations, formées sur les zones industrielles, se sont rassemblées en un fleuve formidable par le nombre et la détermination. 15 000 personnes avec les BLM en tête, 70 % de débrayages dans le privé selon le chif-

fre de la préfecture elle-même !

FO dominée par les trotskistes de l'OCI avait pourtant tout fait pour contrer mobilisation, faisant le jeu du patron de BLM comme de tout le patronat de Loire-Atlantique en s'opposant aux formes d'action définies par les travailleurs dans les sections syndicales.

A la SNIAS, non contents de dénoncer l'unité réalisée entre les travailleurs de BLM et ceux de la SNIAS auxquels les patrons font faire des heures supplémentaires, ils ont tenté de s'opposer à la journée du 8. Peine perdue pour eux, les travailleurs de la SNIAS avaient installé un feu sur la route conduisant à l'usine, forçant les jaunes à se rendre au travail en passant par les bois. Des actions de même type avaient lieu dans toutes les zones industrielles, malgré la présence d'huissiers convoqués par le patronat nantais.

Une fois arrivés devant les grilles de la préfecture, la colère a explosé et ce n'est pas comme voudrait le faire croire le pouvoir quel-

ques autonomes qui s'en sont pris à cet édifice, symbolisant la politique anti-ouvrière de Giscard-Barre, mais bel et bien les travailleurs jetés à la rue, ceux qui n'ont plus rien à perdre que leurs chaînes, les licenciés.

Les grilles étaient sur le point de s'ouvrir et l'accès à la préfecture rendu possible, lorsque les forces de répression intervinrent, les lances à incendie actionnées, les hommes aux mousquetons, placés dans une rue adjacente. Aux cris de « A bas la répression », « CRS, SS », les jets de bouteilles et de pierres firent voler les vitres de la préfecture. L'assaut des forces de police ne se fit pas attendre, des grenades lacrymogènes, nouveau modèle, les coups de matraques se succédèrent, mais ce ne fut pas la dispersion comme l'aurait souhaité le préfet.

La colère était grande. Plus d'un approuvait cette juste colère des sans-emploi ou des licenciés et longtemps les travailleurs restèrent en face des flics leur criant leur haine et leur volonté d'imposer par l'action un emploi pour tous.

Regroupement des travailleurs de Brissonneau, bientôt la manifestation se trouve coupée en deux, sans direction. Les BLM rassemblent les milliers de travailleurs dispersés en deux groupes pour former une manifestation en direction de la place du commerce, où ils forment un appel aux travailleurs à venir les soutenir l'après-midi.

Répression policière en ville : jusqu'à 16 heures ce sera la ratonnade systématique, les militants portant un badge furent systématiquement frappés, contrôlés, fouillés, comme ceux qui portaient les banderoles pliées. Ceux qui se rendaient aux sièges du syndicat, les voitures décorées d'autocollants ne furent pas plus ménagées.

Bilan : trois admissions au CHU et sept interpellations.

A Brissonneau l'après-midi, les discussions allaient bon train. Les travailleurs et les délégués n'ont pas hésité à dire que la colère des manifestations et leur expression violente étaient normales, que c'était faux de les présenter comme des manifestations pacifiques.

Les directions syndicales appellent à une manifestation contre la répression vendredi 9 à 10 heures 30, place du cirque.

Non, la journée du 8 ne sera pas sans lendemain, à Nantes et en Loire-Atlantique.

Correspondant Nantes

Vidéocolor-Lyon une grève vite et bien terminée

AU bout de trois jours de grève, les 850 ouvriers de Vidéocolor ont repris le travail dans la journée de mardi 6 février. Ils ont obtenu la prime de vacances dont le montant sera fixé le 26 avril, (les syndicats CGT et CFDT demandent 800 F), une augmentation de 2 % et une augmentation de la prime de nuit au moins de 38 %. Cette grève a été marquée par une grande combativité et la peur bleue du patron qui a rencontré trois fois les délégués syndicaux en trois jours.

Pour obtenir ce résultat, les travailleurs ont dû déjouer les tentatives de sabotage de certains délégués qui appelaient à reprendre le travail dès lundi, avec seulement les 2 % d'augmentation.

Encouragés par ce succès, les travailleurs nous ont déclaré qu'ils étaient décidés à poursuivre la lutte et pour cela à construire un véritable syndicat de lutte de classe.

Bureau de presse de Lyon.

Grève au centre de tri Montparnasse

LES travailleurs du centre de tri de Montparnasse se sont mis en grève mercredi après-midi, pour les cadences, les effectifs et contre une nouvelle organisation du travail mise en service avec l'informatique.

La brigade 17/24 est allée en délégation dans les couloirs pendant la réunion des délégués, et comme le temps de pose était dépassé et que les travailleurs étaient considérés comme grévistes, ils ont voté la grève à 95 %. Puis les autres brigades se sont prononcées à leur tour, la D (nuit) à 90 %, la AB, le matin à 86 %, la A, à 83 % l'après-midi. Le transbordement n'est pas en grève pour l'instant. Le jeudi après-midi, une nouvelle audience devait avoir lieu entre les délégués et la direction.

Par ailleurs, mercredi, les policiers ont évacué le bureau de Pontoise en grève depuis plusieurs jours.

SFP : la grève s'organise

LES travailleurs de la SFP ont voté en assemblée générale, jeudi 8 février, la reconduction de la grève rappelons que 754 licenciements sur 3 ans sont prévus à la SFP. Les travailleurs s'installent dans la grève et commencent à s'organiser : création de commissions pour populariser la lutte vis-à-vis de la propre SFP, des autres chaînes, de l'extérieur. Déjà, jeudi, 150 sidérurgistes de l'Est licenciés sont venus apporter leur soutien à ceux de la SFP. Un piquet de grève constitué le 7 février a entamé un processus de persuasion offensive vis-à-vis des non-grévistes, afin qu'ils deviennent conscients de la nécessité de faire grève et de créer un rapport de force de plus en plus puissant face à la direction.

Il est tout à fait sûr que les travailleurs de la SFP accueilleront le lundi 12 février, jour du comité d'entreprise de la SFP et jour de l'officialisation des licenciements, par leur sixième jour de grève.

Cette date du comité d'entreprise correspondra à une étape supérieure de la lutte et de la mobilisation. Ce qu'il faut savoir maintenant par rapport aux chaînes et à la SFP, c'est que la CFDT (majoritaire à TDF, TF1, A2, FR3, INA) est la seule organisation syndicale à appeler à la grève immédiatement, sans se préoccu-

per du dépôt de préavis de grève. En revanche, la CGT appelle ses syndiqués à ne se mettre en grève que le mardi 13 février. L'argument de la CGT se fonde sur le respect légal du préavis de grève. Que signifie une telle position puisque la direction elle-même a légalisé la grève en envoyant des lettres antidatées de réquisition - programme minimum - entre autres aux travailleurs de TDF.

Le but que se propose la CGT est de canaliser la mo-

bilisation des travailleurs vers la journée du 16 février.

Et après ? Que vaut la proposition de la CGT de participer à cette journée du 16, pour les travailleurs de la SFP, si celle-ci l'utilise pour dissimuler son absence depuis le début du conflit ? D'ailleurs, quelques cégétistes de base dans les différents centres de France sur les chaînes et la radio se sont mis en grève dès le premier jour de la lutte.

Nathalie VILLOTTIERS

NOTE DE LA REDACTION

Nous ne publions pas de programme de télévision cette semaine en solidarité avec les travailleurs de la SFP en grève, contre les licenciements.





Le vendredi 26 janvier les sidérurgistes de Denain brisaient une fenêtre de la perception et dispersaient les formulaires sur le revenu. A l'heure actuelle, la bourgeoisie lance une série de démarches ayant une constante : réaliser l'union entre exploités et exploités. Mais les actions se développent montrant que pour les travailleurs, l'heure n'est pas à la « concertation » mais à la lutte.



USINOR-DENAIN, PASSER A L'OFFENSIVE ! (4)

Pas d'union sacrée !

CASSER la mobilisation ouvrière : depuis plus d'un mois, le gouvernement s'efforce, méthodiquement, d'appliquer cet objectif. On s'en souvient, le 8 janvier dernier, Mauroy était reçu dans les salons feutrés de l'Elysée par Giscard d'Estaing. Fier de cette invitation, il ne manque pas d'annoncer son intention de terrasser l'adversaire : « J'exprimerai ceci... je lui demanderai ça... je préciserai ceci... et lui dirai cela... ». Mais on s'en doute, il n'y eût point de combat. Le dirigeant socialiste et le président ont échangé d'aimables propos avant de se séparer par une chaleureuse poignée de main. Quel travailleur pouvait penser, au fond de lui-même, qu'il allait sortir quelque chose de positif de cet entretien entre hommes du même monde ? Raison de plus pour s'interroger sur les protestations de Gustave Ansart, député PCF du Valenciennais qui souhaitait ardemment être reçu lui aussi à l'Elysée. Mais pour y faire quoi au juste ?

DIALOGUONS

Telle est bien la question essentielle pour les sidérurgistes de Denain qui assistent à de multiples tenta-

tives, à des démarches de toutes sortes visant à étouffer leur lutte sous les baillons de l'union sacrée. Le 24 janvier, une délégation du conseil régional du Nord-Pas de Calais est reçue à l'hôtel Matignon par Barre. La délégation est composée de Mauroy, président du conseil régional, de quatre socialistes, de trois communistes dont Gustave Ansart, Renar et de deux représentants de la droite. A propos, un journaliste de *Liberté*, quotidien régional du PCF, écrivait ce même jour : « On peut légitimement se demander ce que peut apporter de plus après toutes ces visites faites ces derniers mois, de l'Elysée à la DATAR en passant par divers ministères, cette entrevue de l'hôtel Matignon. » Pertinente question, car effectivement, voudrait-on faire croire aux travailleurs qu'on peut obtenir quelque chose par de telles visites ? Ce serait là pour le moins un signe de dangereuses amnésie, car l'histoire sociale nous l'enseigne, jamais la classe ouvrière n'est parvenue à faire entendre raison à ses exploités par le simple dialogue. Ceux-ci ne connaissent que la force et ne cèdent que contraints.

DU VENT !

Le gouvernement a sorti de sa boîte à malices un au-

tre « truc » pour calmer l'ardeur des sidérurgistes et tenter de leur faire espérer en d'illusoire mesures de « sauvetage » de leurs emplois. C'est la fameuse mission d'information parlementaire sur la sidérurgie. Composée de sept députés (quatre de droite, deux du PS et un du PC) elle s'est rendue en Lorraine puis dans le Valenciennais. Elle a écouté le point de vue « des uns et des autres » : d'un côté, Etchegaray, le PDG d'Usinor et de Mazon, son administrateur, de l'autre des organisations syndicales.

Ainsi, exploités et exploités ont pu dire leur mot « à égalité ». Mais cette mission était encore sur le terrain que Barre déclarait : « Je ne remettrais pas en cause le plan décidé par les responsables de la sidérurgie... ». Alors conclusion : cette mission parlementaire, c'était du vent ! De fait, dans le système capitaliste, le Parlement n'est pas le vrai centre de décision. Le pouvoir est concentré dans d'autres mains, celles des groupes monopolistes qui ont assujéti l'Etat à leurs intérêts. Le Parlement n'est qu'un paravent à la domination de classe du capital. Une concertation qui tombe à point.

Mais au-delà, il y a plus grave. A travers toutes ces

démarches lancées par la bourgeoisie, on trouve une constante : réaliser l'union sacrée entre exploités et exploités, entre maîtres des forges et sidérurgistes, patrons et syndicalistes. Comme si les uns et les autres avaient à défendre des intérêts communs !

Nous le disons avec force : non, il n'y a pas d'égalité entre ceux qui possèdent le pouvoir d'Etat, le capital, et jettent à la rue des milliers d'hommes et ceux qui ne possèdent que leur force de travail et se battent pour leur droit au travail.

On ne dialogue pas avec l'ennemi de classe ! Et la négociation deviendra utile et nécessaire lorsque les sidérurgistes auront construit, par leur lutte, un rapport de force en leur faveur ; lorsque les patrons ne solliciteront pas la « négociation », mais y sont contraints, parce qu'il en ira de leurs profits.

Barre dit à présent, « reconnaître le rôle naturel » des syndicats, il déclare vouloir « renforcer le dialogue avec eux » et « renforcer leur rôle d'interlocuteur ». Devant ces déclarations, les marxistes-léninistes ne crient pas « victoire » ! Mais « Attention, danger ! ». A Denain, comme à Longwy, les sidérurgistes, ces deux dernières semaines, ont mené des actions vigoureuses et employé résolument la juste violence de masse

qui n'a jamais cessé d'être, aux mains des exploités, une arme qui inquiète la bourgeoisie au plus haut point. Alors, c'est l'offensive : le gouvernement mise sur la collaboration de classe et annonce son intention d'associer les organisations syndicales « aux opérations de reconversion industrielle » de la sidérurgie...

ATTENTION CAMARADES !

Le 6 février, Boulin reçoit les responsables syndicaux des cinq fédérations de la métallurgie. Bien plus, à l'annonce de cette rencontre, les PDG d'Usinor et Sacyr, Etchegaray et Mayoux, ont déclaré qu'ils voulaient rencontrer, eux aussi, les directions syndicales « pour étudier avec elles les mesures sociales susceptibles de réduire les effets des suppressions d'emploi ».

Dire que les moyens de Barre ne sont pas exempts de « manœuvres et de calculs » révèle, pour le moins, une volonté d'arrondir les angles. Pour notre part, nous le répétons : attention camarades sidérurgistes, à la négociation sans rapport de force ! Attention aux pièges de la concertation !

D'ailleurs jugez vous-mêmes ! Les chefs de FO,

grands spécialistes de la collaboration de classe réclament, une nouvelle fois, une réunion tripartite syndicats-patronat-gouvernement. L'objectif est clair : désamorcer la mobilisation, enterrer la lutte, rendre les travailleurs partie prenante de décisions économiques prises, sur leur dos par les maîtres des forges.

Dans sa récente conférence de presse, Mitterrand lance pour sa part « aux décisions arbitraires prises par le patronat, les socialistes opposent la nécessité d'une négociation quadripartite associant l'Etat, les employeurs, les syndicats et les élus des régions concernées (...) La négociation doit (...) aboutir à l'élaboration d'un plan acier ». On ne saurait mieux définir l'idée d'une grande collaboration de classe !

Il faut battre en brèche toutes les tentatives et orientations de collaboration de classe. L'heure n'est pas à la concertation, mais à la lutte, au développement d'un puissant rapport de forces des sidérurgistes, et parler aujourd'hui, après les propos de Barre et Boulin, de « recul » du gouvernement c'est s'illusionner gravement et tromper les travailleurs. Pas d'union sacrée !

Rémi DAINVILLE

Comment ils essaient de désamorcer la lutte

LA situation en Lorraine et dans le Nord inquiète la bourgeoisie par la combativité qui se manifeste. Les travailleurs se mobilisent en effet, et les actions de plus en plus nombreuses, de masse, et y compris violentes ne peuvent pas être mises sur le compte de commandos provocateurs. Il devient donc urgent pour elle de commencer à mettre en place les moyens de désamorcer : l'opération « pompiers » à grande échelle !

Selon un schéma classique, elle se joue sur plusieurs plans : d'abord le gouvernement met en place un plan de concertation à long terme, lance quelques phrases d'apaisement, puis la campagne des médias et de la presse prend le relais pour calmer les esprits. Parallèlement, une autre campagne se met en place sur les divisions qui peuvent apparaître pour les accentuer. C'est ce qu'elle fait aujourd'hui pour la sidérurgie.

En effet c'est exactement ce qui se passe depuis le début de la semaine.

D'abord, Barre propose une rencontre syndicats-Boulin. Peu de résultats à cette rencontre, mais pourtant la presse du 7, tant parlée qu'écrite, en fait une présentation résolument optimiste : « Le dialogue » titre « Le Figaro » ; « Les Echos » vont plus loin encore et n'hésitent pas à tirer : « M. Boulin aux syndicats : on aménagera peut-être le plan sidérurgie », contre-vérité flagrante que « Le Monde » reprend en l'atténuant un peu : « Les syndicats de la sidérurgie espèrent une modification du plan de restructuration ».

La presse de gauche est moins unanime toutefois : si « Le Matin » reprend le même thème : « Le gouvernement lâche du lest », « Libération » titre : « Un petit Grenelle dans l'engrenage de l'acier », et « L'Humanité » : « Une bouée pour couler la sidérurgie », qui laissent planer un doute.

On le voit, l'idée est lancée que le dialogue est ouvert et que les discussions auront un résultat appréciable, même sur les licenciements, alors que Giraud a bien affirmé qu'il n'était pas question de les remettre en cause. L'idée est lancée, la première phase est mise en route...

ACCENTUER LA DIVISION

La rencontre Séguy-Maire du 7, donne l'occasion de faire démarrer la deuxième campagne, celle de la division. Tous les journaux s'accordent cette fois pour mettre l'accent sur les difficultés de la rencontre : « Maire-Séguy : une rencontre malgré tout » titre « Le Figaro », et « L'Aurore » : « Le courant ne passe toujours pas ». « Les Echos » reprennent : « Désaccords persistants », et « Le Monde » affirme : « Une rencontre sans union mais sans rupture ». A gauche, pour des raisons

dicales sont monnaie courante, et c'est pourquoi un autre thème commence à apparaître dans la campagne de division : celle du « décalage » entre la base et les états-majors syndicaux. Ce décalage, il est bien réel ; les attitudes sont très différentes entre les travailleurs et les syndicalistes de Lorraine et du Nord qui se mobilisent à fond dans des actions de plus en plus dures et qui affirment : « Boulin se moque de nous », alors que Maire et Séguy cherchent à présenter leurs contre-plans...

Ce décalage se traduit aussi par les silences prudents des dirigeants confédéraux quand on les interroge sur la violence des actions. Chèreque l'explique ainsi à un journaliste de « Libération » : « Bien sûr, dans les secteurs particulièrement chauds comme à Longwy, il faut avoir le moral pour écouter un discours syndical qui tient compte des réalités, qui cherche à donner de vraies perspectives de lutte et des angles d'attaque précis par rapport à la situation économique créée par la crise de l'acier et la politique gouvernementale ».

Ce décalage entre le « réalisme » des directions syndicales et la volonté de lutte des travailleurs que Chèreque explique si bien mais dont nombre de militants syndicalistes ne sont pas vraiment conscients, la bourgeoisie, elle, sait comment l'utiliser à son profit.

ISOLER LES TRAVAILLEURS COMBATIFS

C'est une mise en garde aux confédérations, « reprenez vos troupes en mains, vous vous faites déborder ». C'est aussi une façon de semer le trouble dans les têtes sur des actions « sans chef, sans structures », incontrôlées et incontrôlables... pas « légitimes » puisque pas cautionnées par les syndicats au plus haut niveau. Quelque chose qui rappelle la peur de l'agitateur professionnel-étranger de Mai 68...

En mettant l'accent sur les différences entre les dirigeants qui rencontrent le gouvernement et la base qui « s'engage dans l'émeute » la bourgeoisie veut isoler les travailleurs les plus combattifs et les plus déterminés et faire passer la ligne de démarcation entre le gouvernement, les patrons et les directions syndicales tous ensemble : bref, les gens réalistes et raisonnables contre les travailleurs qui luttent. C'est donc bien les travailleurs en lutte que vise la bourgeoisie.

Ce n'est que le début, la campagne est à peine engagée, et les travailleurs de la sidérurgie, dans le feu de l'action n'y prêtent pour l'instant qu'une oreille distraite. Il faut être vigilants et ne pas négliger la véritable force que représentent les moyens d'information pour modeler l'opinion et faire pression sur le peuple.

Claire MASSON



Le 30 janvier, les sidérurgistes d'Usinor-Trith bloquent la gare de Trith-Le-Poirier. Depuis toutes ces actions, une campagne de presse vise à isoler et à diviser les travailleurs en lutte.

Courrier des lecteurs

JE vous écris pour vous faire part de quelques réflexions à la suite des derniers numéros du quotidien.

Tout d'abord, le fait qu'il est regrettable de voir venir un envoyé spécial en Lorraine pour finalement ne lire qu'une dernière page dans le quotidien alors que le journaliste a pu pendant sa tournée enregistrer beaucoup plus de concret qui doit avoir sa place dans le quotidien.

Suite à cet article sur la journée du 12 janvier 1979 en Lorraine, le quotidien des 27 et 28 janvier (numéro 1 018) publie le courrier d'un lecteur qui croit devoir « rectifier le tir » de l'article. Apparemment connaissant bien la région, il avance des remarques sur la CFDT, dont la campagne du PCML sur la CGT et envers les militants de base du PCF n'est pas étrangère... Comparer la CFDT à FO, on croirait entendre un gars de droite...

La réponse de Carpentier fait le point à juste titre. Mais derrière ce petit fait il est vrai que beaucoup ne comprennent plus où nous voulons en venir avec la campagne auprès des militants du PCF et de la CGT. A trop tordre le bâton n'arrive-t-on pas à penser que ce qui vient des adhérents de la CGT ou du PCF est bon ?

Que des militants de base, des cadres moyens de ces organisations remettent en cause la ligne de leur direction, je veux bien le croire. Du moins, sur le terrain, je ne le vérifie pas mais je considère que cela ne peut être généralisé. De mon point de vue, nous avons à rejoindre le courant de lutte qui existe sur le terrain où nous sommes, que ce soit dans la

CGT ou dans la CFDT, non pour mener la lutte de ligne, mais pour se battre avec les travailleurs pour la défense de nos droits. Il n'est pas utile d'être adhérent pour mener la lutte de ligne et les discussions... !

Par contre, la campagne vers les militants du PCF nous amène à laisser de côté des aspects importants de la lutte, en faveur de « clins d'œil » aux militants communistes. C'est ainsi que sur la manifestation des femmes à Paris, le 18 janvier, on voit dans le quotidien du 20 une photo de femmes avec une banderole : « Nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer » qui est reprise avec le commentaire suivant : « Elles ont témoigné de la colère profonde des travailleurs de Lorraine qu'on veut sacrifier pour le sauvetage du capitalisme ».

Pourquoi n'avoir pas montré les banderoles du genre : « 1870, 1914, 1949, ça suffit ».

« La Lorraine ne sera pas bradée aux grands Konzerns allemands » ou alors « L'acier français sacrifié, le Pays haut assasiné, dites non à l'Europe allemande de Giscard et des milliardaires ».

Ces deux slogans que l'on retouvent partout en Lorraine de la part du PCF et de la CGT sont loin d'être la combativité des femmes. C'est la campagne du PCF sur l'Europe, comme il n'y a pas si longtemps les nationalisations étaient la campagne pour les municipales et législatives. Je trouve donc grave de se servir de ces arguments pour faire du pied aux militants du PCF quand on voit le mal qu'ils font sur le terrain. Allons nous soutenir le nationalisme ? On n'en parle pas pourtant c'est bien toute la campagne du grand syndicat de classe la CGT !

Voilà donc quelques réflexions.

LE courrier nous vient d'un lecteur de Hayange, donc bien au contact du concret en ce qui concerne la Lorraine. A ce propos d'ailleurs, notre lecteur se doute bien que recueillir beaucoup de choses concrètes et en même temps significatives (le plus conforme possible à la réalité d'ensemble), cela demande du temps. En une journée, à l'occasion d'une manifestation, (ce fut le cas pour notre reporter), et d'une manifestation d'une telle ampleur, cela est bien difficile. Nous avons pris des dispositions pour un travail plus approfondi qui se traduira bien sûr par des articles dans notre journal.

Notre lecteur, en nous écrivant, nous apporte — et peut nous apporter — d'utiles éléments d'enquête. Tous nos lecteurs, à des degrés divers et des sujets divers, peuvent le faire. Cela nous serait bien utile, concernant par exemple la bataille pour l'emploi, bataille de longue haleine dans laquelle, avec les sidérurgistes, avec la population du Nord et de Lorraine, avec les travailleurs d'autres branches et régions, nous engageons toutes nos forces.

« Avec les travailleurs, pour la défense de nos droits », écrit notre lecteur : c'est bien cela et tous nos efforts consistent à travailler à l'unité la plus large pour cela.

Cela suppose que la cible soit bien définie (l'ennemi à combattre) et que soit claire aussi l'orientation pour la lutte. La cible, l'en-

nemi, c'est le patronat et son Etat. Et l'orientation, c'est de frapper l'ennemi pour qu'il cède, dans ses profits, dans les instruments de son pouvoir.

Il y a bien sûr de nombreux obstacles :

— les manœuvres du gouvernement ; les conceptions qui détournent de la cible et invitent à en viser d'autres (« l'Europe allemande » du PCF par exemple) ; les conceptions qui invitent les travailleurs à placer leurs espoirs dans d'autres « orientations industrielles » dont on pourrait convaincre à force de discussions ceux qui nous gouvernent ou qui pourraient être mises en œuvre par un autre gouvernement, etc.

Là est la bataille politique dans laquelle nous ne devons pas confondre la source de ces conceptions avec les travailleurs qui « portent les banderoles » et sont en fait victimes. Il ne s'agit pas de « clins d'œil » aux militants du PCF et de concessions faites aux conceptions révisionnistes. En tout cas, cela ne doit pas être et, à cet égard, notre journal est certainement imparfait. Il faut au contraire, les combattre dans l'action commune, par la discussion avec les militants.

En fait, les deux aspects sont inséparables : la bataille concrète et la bataille politique avec, au bout, après une succession de succès, d'échecs, de batailles, l'unité de la classe ouvrière sur une ligne de classe et sous la direction de son Parti, la victoire sur le capitalisme.

Gilles CARPENTIER

LUTTE

Les hospitaliers refusent que leur vie devienne infernale

A PRES plus de 8 jours, la grève à l'hôpital Joseph Humbert d'Arles, la lutte se poursuit. Les employés de l'hôpital sont en grève pour que :

— La demi-heure de repas continue à être intégrée aux heures de travail (le 20 mars, les directeurs des hôpitaux doivent se réunir pour supprimer cet avantage).

— Les horaires de travail ne soient pas morcelés. Actuellement, les employés travaillent en continu. Mais dans les services il y a des heures creuses et la direction de l'hôpital voudrait faire travailler les infirmières en horaire coupé, certaines heures le matin et le reste le soir au moment de pointe.

— Quand on sait que l'hôpital se trouve en dehors de la ville, on peut imaginer la vie infernale que mènerait le personnel hospitalier si de telles mesures passaient. Les grévistes exigent aussi le paiement des jours de grève et malgré tout les soins aux malades sont assurés.

DÉROULEMENT DE LA GREVE

Il y a 80 à 85 % de grévistes, deux syndicats CGT et FO, celui-ci étant majoritaire. La grève est reconduite chaque jour en assemblée générale. Lundi 5 février, le conseil d'administration de l'hôpital a pris les dispositions suivantes :

— Maintien du temps de repas dans le temps de travail dans l'attente d'une décision départementale et nationale.

— L'horaire coupé n'est

plus systématique mais en fonction des nécessités de service ;

— Annulation des sanctions.

Les dirigeants FO s'estiment satisfaits et décident de reprendre le travail. Mais ils ne sont pas suivis par un grand nombre de leurs adhérents qui, eux, veulent continuer la lutte et sont d'accord avec la position de la CGT car le 20 mars tout serait à refaire pour le repas.

D'autre part, la CGT refuse entièrement l'horaire coupé. La direction veut tenir les journées de grève sur les salaires des employés en étalant ces retenues sur deux mois (FO est d'accord avec ça).

Les grévistes sont fermes et veulent obtenir le paiement des jours de grève et lutteront jusqu'à l'obtention de leurs revendications. Les grévistes bénéficient du soutien des organisations syndicales de la ville et le soutien s'élargit.

Messages et télégrammes de soutien arrivent des hôpitaux de Nîmes et d'Avignon qui envisagent de faire des actions. A Arles même, il est question que les employés de l'EDF, les municipaux, les agents de lycées apportent leur concours.

La cellule d'Arles du Parti communiste marxiste-léniniste soutient la lutte des hospitaliers et appelle les travailleurs d'Arles à tout faire pour que cette lutte soit victorieuse.

Correspondante d'Arles d'après une discussion avec une gréviste.



A l'hôpital d'Arles les infirmières refusent les horaires coupés.

TEMOIGNAGE

Une commission paritaire très spéciale

DANS l'administration, les services publics, l'enseignement, les agents sont notés chaque année. L'échelle de notation va de 1 à 5 dans les PTT ou de 0 à 20 dans les hôpitaux. L'agent est noté selon le travail qu'il effectue, ses rapports avec la hiérarchie, la connaissance des règlements ou autres choses.

L'agent est noté par le chef de service, la surveillante ou le surveillant dans les hôpitaux. De cette notation dépend l'avenir des agents. Dans les PTT par exemple, si on a des 3 sur 5 ou un 2 par exemple dans les rapports avec les supérieurs ou qualité du travail on peut se retrouver à demi-choix, c'est-à-dire que ça a des conséquences sur l'avancement, la possibilité de passer des concours, etc.

Dans les hôpitaux, quand il existe des cas litigieux, il y a une commission dite paritaire qui se réunit pour, comme ils disent, « étudier » les cas litigieux. Nous avons reçu un témoignage particulièrement évocateur sur le fonctionnement d'une de ces commissions. Il vient du centre hospitalier de Charleville-Mézières dans le département des Ardennes. Voici ce témoignage :

« Solennellement, nous entrons. Ils nous prient de nous asseoir. C'est nouveau pour moi, je regarde : M. le directeur se lime les ongles avec nonchalance. La sous-directrice, indifférente, classe ses dossiers, les autres personnes rêvassent. Toutes deux nous attendons.

Enfin la séance commence. Le sujet abordé est le suivant : contestation des notes par les ouvrières. Le gros monsieur poussa lit

les lettres expédiées par les travailleuses, c'est un élu communiste. C'est à une folle cadence qu'il lit la première lettre d'une ouvrière, il survole, plus exactement.

Monsieur fait des remarques de l'ordre : tiens celle-ci dans sa lettre juge, tiens celle-ci dénigre sa chef de service. Toutes ces remarques appuyées par le directeur et approuvées de la majorité car la commission était non paritaire (*), il nous fallait, à ma collègue et à moi-même, saisir la parole aussi rapidement que nous le pouvions afin d'apporter quelques contestations.

Quelle illusion, d'accord ou pas, ces messieurs-dames appliquaient. Oh, mais bien sûr, de temps à autre, ils nous faisaient un petit plaisir : 1/4 de point pour calmer l'esprit échauffé.

Selon eux, les chefs de services qui doivent rédiger également une lettre avaient des intentions louables et très sincères. Ils notaient, ces chefs, les phrases suivantes : cette ouvrière est vulgaire, bien sûr elle fait son travail, mais malgré tout elle est vulgaire, celle-ci est inintelligente, celle-ci parle trop et puis celle-là est paresseuse. 1/4 de point accordé, mais vraiment de quoi se plaint cette ouvrière, elle est dans la progression normale.

« Bonne pouliche » disait la chef de service d'une employée de 47 ans. Que dire d'autre !

Une fille de l'hôpital syndiquée

(*) La commission est théoriquement paritaire, mais les employés y sont en nombre minoritaire.

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

Le peuple corse chante

Interview de «Canta u Populu Corsu», réalisée par la section corse du PCML

HR : Pourquoi s'est créé «Canta u populu corsu» ?

Notre groupe a fait ses premiers pas en 1973, au moment où le renouveau national devenait plus fort, plus clair ; au moment où les mentalités étaient en effervescence. Nous nous sommes créés au niveau organisationnel au lendemain d'Aléria. On s'est vite rendu compte que le peuple s'était mobilisé mais qu'il lui manquait beaucoup de choses pour affirmer sa lutte. Le combat et l'arme culturelle lui manquaient.

Notre groupe, c'est cette arme que nous essayons de construire petit à petit. Au départ, des chanteurs de tous les villages, de toutes les professions nous ont rejoints (des ouvriers, des paysans, des étudiants). Ils se sentaient tous profondément corses et voulaient se battre pour leur Ile et leur peuple.

Nous avons choisi le chant comme expression d'abord parce que le chant et la danse aussi sont les moyens d'expression par excellence du peuple corse, puisque notre culture est principalement orale. A travers le chant que tous les Corses ressentent profondément, nous essayons de faire passer le message de la lutte du peuple, de la nécessité du combat contre l'oppression.

Notre culture est étouffée, elle a été ridiculisée, bafouée. C'était honteux, il n'y a pas si longtemps, de chanter la « Paghjella » (chant à plusieurs voix). Mais s'il y a une oppression, il y a toujours révolte. En 1914, déjà le mouvement « A Cispri » s'opposait au colonialisme français. Ces mouvements avaient de l'influence dans les villages, collaient à une réalité. Aujourd'hui, avec la renaissance du mouvement national la lutte pour la culture se développe aussi.

HR : Quels sont vos objectifs ?

Notre groupe est l'un des représentants du peuple corse en lutte. Nous sommes les porte-parole de nos frères emprisonnés à Paris.

Nous sommes au service du peuple corse, de ses luttes. Nous sommes là quand ils nous appellent. Nous sommes un outil pour soutenir le peuple corse dans son combat difficile contre la bourgeoisie française.

Par nos soirées, nous venons en aide matériellement aux familles des emprisonnés, nous soutenons toutes les associations qui vont dans le sens de la lutte contre l'oppression. Nous avons également aidé une famille marocaine qui ne pouvait payer une grave opération chirurgicale pour leur enfant.

HR : Quelles sont vos actions, quelle est votre pratique ?

Notre groupe est devenu une aide culturelle pour donner aux jeunes la pratique du chant et de la langue corse. Il faut assurer le relèvement, la continuation. D'ailleurs, c'est en bonne voie, déjà des groupes se sont constitués (I Muvrini, E duie patrizie, I Ghjami Aghjalesi...). Nous recherchons les chants, les mélodies qui sont en voie de disparition, on les publie, elles font partie du patrimoine culturel de notre peuple.

Nous dénonçons, nous dénigrons la fausse culture corse qui n'est que touristique, qui essaie d'embellir la situation désastreuse de l'Ile (Marinella, la boudeuse...) et les chansons soit-disant corses qui étaient des louanges au colonialisme (exemple : l'« Orientale »). Nous ne sommes pas passésistes, nous cherchons à adapter le chant corse aux réalités d'aujourd'hui, par les mélodies, les instruments. Par exemple, nous comptons introduire l'harmonica, la guitare à douze cordes, le banjo dans nos soirées aux côtés des instruments traditionnels : guimbarde, Caramosa (cornemuse), flûte, luth.

Nous allons aussi essayer de faire danser un peu plus les gens car ça s'est beaucoup perdu chez nous. Il faut créer dans le domaine culturel, c'est la preuve même de la vie de notre peuple.

MEETING

DE SOUTIEN AUX PATRIOTES CORSES EMPRISONNES



DIMANCHE 11 FEVRIER A 19H
palais de la MUTUALITE
AVEC LA PARTICIPATION DE:
CANTA U POPULU CORSU, A. CIOSI
E DUIE PATRIZIE, I MUVRINI,
P. DIEGHI, J. ANDREANI

La Courneuve (Seine-Saint-Denis)

Jour et nuit, les travailleuses de SONOLOR occupent leur usine

DEPUIS le 26 janvier, les ouvrières de Sonolor occupent leur usine jour et nuit avec piquet à la porte. Avec leur syndicat CGT, elle luttent contre la fermeture de l'usine et les 445 licenciements qui s'en suivent. Frappier, le patron de Sonolor a, du jour au lendemain, fait une épreuve de force en décidant le chômage technique jusqu'au 30 mars puis la fermeture de l'usine, en passant outre les procédures prévues par la loi en pareil cas. On ignore ce qu'en pensent les inspecteurs du travail. Après avoir tenté d'écraser une déléguée CGT, il use de menaces : « arrêtez l'occupation et vous aurez vos lettres de licenciement » et bloque la paye de janvier qui aurait dû être versée le 6 février en outre, il a demandé l'évacuation des lieux par la police ; tous les matins, il vient faire un tour dans l'espoir que les grévistes seront partis. Pour les ouvrières, il est hors de question de céder à ces menaces et une lutte de longue haleine est envisagée, car le trust international ITT veut liquider en France le secteur TV-radio qu'il avait racheté en 1965, pour l'implanter en Tunisie et à Singapour.

Dans les autres usines du trust, les travailleurs n'ont aucune garantie du maintien de leur emploi et déjà une est en chômage partiel. Malgré plusieurs délégations au ministère du travail, il est sûr que le gouvernement se moque de la situation des travailleurs de la Courneuve au moment où il s'apprête à liquider la sidérurgie. Que le patron soit français ou étranger, ça ne change rien à l'affaire et les ouvrières se battent pour le droit au travail.

QUI EST ITT ?

C'est un trust multinational dont on a beaucoup entendu parler à cause de son « aide » à la CIA et au renversement du gouvernement Allende au Chili en 1973. Installé en France depuis 1925, il crée le Matériel téléphonique (LMT) revendu à Thomson Brandt en 1976, puis rachète Sonolor et Océanic en 1965 où il détient la part majoritaire du capital, en « francisant » le reste : 30 % environ.

Son chiffre d'affaires en 1975 est réparti ainsi : 52 % dans les télécommunications (baissé à 30 % après 1976), 44 % dans l'électro-ménager (dont TV-radio), 2 % dans la production militaire et 2 % dans l'hôtellerie et la location de voitures. Son bénéfice net en Europe ne représente que 5 % du bénéfice de l'ensemble.

En 1974, il est au troisième rang européen pour les constructions électriques avec un chiffre d'affaires de deux milliards 254 millions de francs anciens. Pour l'année 1977, son chiffre d'affaires aurait augmenté de 40 % ! Ça n'a pas l'air de lui suffire !

Quelques filiales d'ITT : en général, ce ne sont pas des filiales directes, mais des filiales de filiales dont les sièges sont en Europe (Suisse, Belgique, Suède, Allemagne et Hollande) et aux USA. Soit 48 sociétés en France avec environ 30 900 salariés pour 1977.

Télécommunications : SPI-ITT produits industriels - CGCT.

Radio-TV : Sonolor, Océanic, Télévisso.

Lampes éclairage : Claude
Parfumerie : quatre laboratoires
Hôtellerie : Sheraton
Location-auto : AVIS

Les organisations syndicales CGT ITT-Sonolor La Courneuve, ITT-Océanic Chartres et Giens se sont rencontrées à La Courneuve le 6 février 1979.

Après analyse de la situation, elles constatent :

— La menace de liquidation de Sonolor à La Courneuve qu'opprime le



Pour lutter contre les licenciements, les ouvriers de la DEPEX à Biarritz barrent les routes. (Photo HR)

transfert de la production d'auto-radios vers la Tunisie.

— Pour Giens, la production de TV noir et blanc devrait être implantée à Singapour.

— Quant à Chartres, aucune garantie n'est apportée aux travailleurs alors que la direction prétend au développement de la TV couleur dans le groupe ITT, elle organise le chômage partiel.

— Alors que les effectifs diminuent, le pouvoir d'achat des travailleurs régresse, les cadences ne cessent d'augmenter afin de multiplier les profits.

Elles dénoncent :

— La responsabilité du groupe ITT qui, sous couvert d'assurer la vente de ses produits en France, aggrave la dépendance de celle-ci en matière de production vis-à-vis de pays étrangers ; aggrave la situation de l'emploi dans des régions largement touchées et en particulier la région parisienne ; alors que les besoins en France en matière d'auto-radios, de TV et de matériel Hi-fi sont loin d'être satisfaits.

Elles se sont mises d'accord pour agir d'une façon coordonnée contre la politique d'un groupe qui porte atteinte aux conditions de vie et travail des salariés d'ITT-Océanic et Sonolor.

Elles exigent des pouvoirs publics de mettre tout en œuvre pour maintenir les capacités de production et l'emploi dans des trois usines ITT-Océanic et Sonolor.

Éléments envoyés par la correspondante locale.

L'Essonne en quelques chiffres

L'ESSONNE est un département qui compte un million d'habitants dont quatre cent mille travailleurs actifs. Sur ce chiffre cent quatre vingt onze mille travaillent à l'extérieur du département dont cent un mille à Paris. En 1976, on a compté cinquante mille accidents du travail, soixante-seize morts, sept cent soixante-cinq mille huit cent journées de travail perdues du fait des accidents de travail.

On compte à ce jour, vingt et un mille trois cent soixante quinze demandeurs d'emplois recensés officiellement (vingt-sept mille selon la CGT). La durée moyenne de chômage est de six mois. 11 % des chômeurs sont des immigrés, 25 % des jeunes de moins de vingt ans.

L'agence de Juvisy qui touche cent quatre vingt mille habitants a recensé trois mille huit cent cinquante demandeurs d'emplois. Les secteurs les plus touchés sont les suivants : bâtiment, métaux (Massey-Ferguson, UPL...), les transports routiers, le petit commerce.

En ce qui concerne les licenciements, la Néogravure a été démantelée, on annonce soixante-dix licenciements à la menuiserie industrielle, cent vingt cinq à Técafilter, quarante à Técalemit, vingt chez Longuet, quinze chez IHF (tracteurs et machines agricoles), vingt chez Neptune, cent à cent-vingts chez Saunier-Duval, des licenciements à venir dans le secteur de la téléphonie (AOIP, CIT).

Correspondant Druveil

Isère

Grève scolaire

M ianvier en réunion du Comité technique paritaire, l'administration de l'Éducation nationale a envisagé la fermeture de 218 classes dans le département de l'Isère.

A Seyssinet (banlieue de Grenoble), 5 fermetures de classe sont prévues. Dès la nouvelle connue, les parents se sont mobilisés et ont tenu une assemblée générale de toutes les écoles de Seyssinet et de Seyssins (village voisin), les instituteurs y étaient présents.

Les parents ont décidé une grève scolaire, le vendredi 27 et le samedi 28 janvier, ils n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école. Ce mouvement a été suivi à 90 % en moyenne. Le vendredi, les instituteurs étaient en chômage technique le samedi, ils se sont mis en grève. Le samedi, enseignants et parents de Seyssinet et Seyssins ont participé à une manifestation à Grenoble appelée par la fédération Cornec.

Correspondant.

Biarritz

Les ouvriers de la DEPEX continuent la lutte

LES 170 employés de la Depex à Anglet viennent par deux fois de démontrer qu'ils ne veulent pas abandonner la lutte, après la décision prise à leur encontre, le 13 octobre 1978, qui annonçait leur licenciement.

Devant la carence de monsieur Verger, préfet de région, monsieur Noiro-Cosson, préfet des Pyrénées-Atlantiques, monsieur Biscabe, sous-préfet et du député-maire, monsieur Marie qui avait promis des emplois dans la région, ils ont déversé à la place du Réduit de Bayonne des centaines de bouillottes de caoutchouc, bloquant ainsi la circulation. Ils ont renouvelé hier la même action à Biarritz en plein midi, provoquant un embouteillage comme on n'en voit qu'en été. La police a dû dévier la circulation et les employés de la ville de Biarritz déblayer la place Clémenceau d'un important dépôt de divers objets produits par la Depex.

Ils rappellent ainsi les belles promesses faites par les élus, bien vite envolées après les élections.

Correspondant Biarritz.

«Les contestataires» renvoyés des stages Barre

DIx-sept stagiaires Barre sont en grève depuis le 31 janvier pour exiger la réintégration d'un stagiaire. Ces stages d'adaptation aux métiers du fer et des métaux comportent comme tous les autres stages, un enseignement théorique. Or, l'ensemble des stagiaires possèdent le niveau bac et, de ce fait, la partie théorique ne leur apportait rien. C'est pourquoi ils ont fait des propositions à la direction pour un changement des cours théoriques. La direction a particulièrement mal toléré la remise en question des stages et a donc renvoyé un stagiaire « contestataire ». Ce licenciement oblige le stagiaire à rembourser les traitements qu'il a perçus durant son stage.

Les stagiaires se sont adressés au tribunal des référés de Strasbourg qui statuera jeudi 8 février.

BLOC-NOTES

COMMUNIQUÉ DE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU CENTRE AFRIQUE

Les 19 et 20 janvier 1979, des militaires de l'armée zaïroise, à l'appel du sanguinaire Bokassa, ont tiré sur les élèves et étudiants centrafricains qui manifestaient avec le soutien des masses populaires contre la dictature fasciste, l'oppression politique et l'exploitation économique. Cette répression barbare a fait plus de 400 morts dans les rangs de masses populaires, des élèves et des étudiants.

Notre peuple n'a pas pour autant baissé les bras et continue à manifester héroïquement à travers tout le pays, défiant la répression barbare.

En vue du soutien à cette lutte et de sa popularisation, nous avons organisé le 29 janvier une manifestation devant l'ambassade centrafricaine.

Nous avons décidé d'organiser également une manifestation le vendredi 9 février devant l'ambassade du Zaïre.

Le lendemain, samedi, à 15 heures, nous organisons un meeting à la Cité universitaire internationale.

Le comité exécutif de l'UNECA (**)

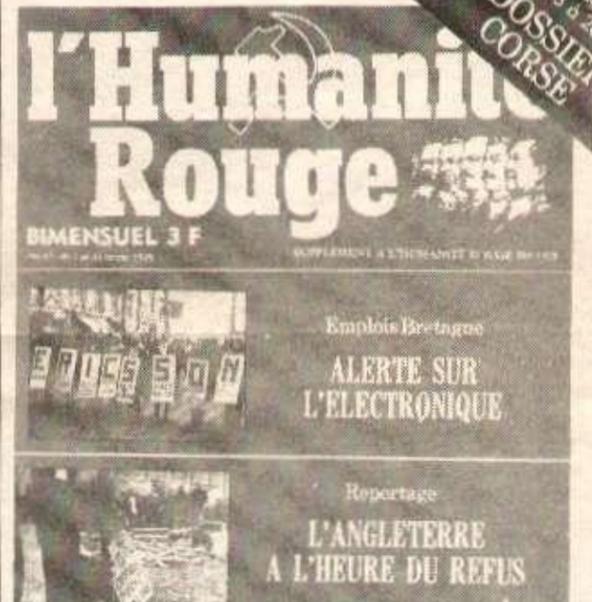
* Union nationale des Étudiants de Centre Afrique.

Stagiaires Barre

La coordination des stagiaires Barre tient ses réunions tous les mardis de 18 h 30 à 20 h 30 au 62, boulevard de l'hôpital dans le XIIIe à Paris. Métro Saint-Marcel (local prêté par l'union locale CFDT du Ve et XIIIe)

Appel à un rassemblement devant la DTNO (Direction du travail et de la main-d'œuvre le mercredi 28 février à 15 heures - 2, bis rue de la Jussienne Paris 11e, métro Halles.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue



AU SOMMAIRE

Plusieurs pages sont consacrées au courrier des lecteurs, particulièrement important après l'enquête lancée pour une nouvelle formule.

Le dossier principal est consacré à la Corse du fait de l'imminence des procès touchant une trentaine de prisonniers politiques corse.

Le correspondant régional Bretagne a enquêté à Lannion et Guingamp sur les menaces de licenciements annoncés dans l'électronique.

Un article est consacré à l'émission de télévision « Holocauste » qui a secoué l'Allemagne et va être projeté bientôt sur les petits écrans. Abonnez-vous, faites connaître l'Humanité rouge bimensuelle.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.
PRÉNOM.
Lieu de travail.
Adresse.
Code postal.

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Les vendeuses du petit commerce de Lille

Marguerite, Thérèse et les autres

Samedi 3 et dimanche 4 février, Grand'place de Lille, le syndicat CFDT du commerce organisait deux journées « portes ouvertes » un peu inhabituelles : pour la circonstance, les militantes du petit commerce avaient transformé la vieille salle Salengro en un magasin attrayant où les articles — chaussures, sacs, vêtements... — voisinaient avec les panneaux dénonçant les conditions de travail subies par les vendeuses du petit-commerce.

« On a voulu sortir de l'ordinaire, explique Marguerite, pour mieux s'adresser aux consommateurs ». Marguerite, la secrétaire du syndicat, on peut dire que tout le monde la connaît dans les magasins de Lille : bête noire des patrons (un patron de magasin passant avec sa femme désigne Marguerite : « c'est elle » !) elle a gagné l'estime des vendeuses qui se reconnaissent en elle.

Parce qu'il en faut du courage dans le commerce pour se syndiquer. Les exemples le prouvent abondamment : une travailleuse qui est vue par sa patronne, quitter l'immeuble de l'inspection du travail est licenciée sur le champ.

Ailleurs, dans la rue Nationale — la grande artère de la ville — un patron préfère fermer boutique, plutôt que d'y voir créer un comité d'entreprise.

Une vendeuse, caissière qualifiée chez Michel Ruc (trois magasins connus à Lille, d'autres en Belgique) est licenciée après six ans de maison. Raison : avait été vue par son patron aux actualités régionales dans une action syndicale pour les quarante heures ?

Le plus souvent à une, deux ou trois par magasin, les vendeuses sont isolées et subissent un arbitraire patronal d'autant plus grand qu'il demeure méconnu et impuni : salaires de misère, licenciements abusifs, humiliations, refus des heures et jours de repos, utilisation des vendeuses comme bonnes à tout faire (femmes d'entretien, magasinieres, etc.)

D'ailleurs, il suffit de lire les panneaux que les vendeuses sont venues confectionner entre midi et 14 h. Témoignages accusateurs de femmes qui ne veulent plus accepter et ont décidé de relever la tête : « Recherche vendeuse qualifiée, Magasins, centre de Lille ». GG, vendeuse démonstratrice depuis vingt ans, est embauchée le 15 septembre 1977. Renvoyée le 19 septembre 1977, motif : *incompétence* !

« Recherche vendeuse qualifiée, salaire en rapport ». Une vendeuse se présente, huit ans de référence. « Bien sous tous points de vue » (lettre d'embauche). Elle est embauchée trois mois à l'essai renouvelables. Après trois mois, la période d'essai est reconduite de trois mois, puis encore de trois mois... La vendeuse sera-t-elle encore « à l'essai » à sa retraite ?

« Offre d'emploi : fleuriste recherche vendeuse pour 15 jours, possibilité embauche définitive ».

En période de vacances, cette annonce paraît chaque année. La candidate retenue lui a son emploi pour la place de vendeuse. Pendant cette période, la fleuriste prend ses vacances. A son retour, la vendeuse est licenciée. Le scénario se renouvelle tous les ans. Contre ces pratiques abusives, les vendeuses exigent la garantie et la sécurité de l'emploi.

MAIGRES SALAIRES

Il y a aussi le problème des salaires. Sur un panneau on peut lire : « TL, 52 ans, huit ans de présence, renvoyée. Motif : pas assez élégante pour le standing du magasin. Elle portait trop souvent, au gré du patron, la même robe rouge ».

Il faut savoir que les salaires de vendeuses sont très bas à peine le SMIC en général, les plus mal payées étant à cet égard les retoucheuses : 1 800 F par mois environ. Ainsi, le vêtement à la

mode que porte la vendeuse, il faut savoir que celle-ci a dû se l'acheter avec son maigre salaire afin de satisfaire aux exigences du standing de la maison. Il en va de même, bien sûr, des chaussures, de la coiffure, etc.

Vous achetez une paire de chaussures et la vendeuse insiste pour que vous preniez du cirage, des chaussettes, etc. Sachez que si la vendeuse gagne 1 % sur la paire de chaussures, elle gagne 10 % sur le cirage et autres produits d'accompagnement que le patron l'oblige à proposer aux clients. De plus, la vendeuse le fait parce qu'elle est payée en partie en fonction de la vente qu'elle réalise. Ici, la CFDT revendique 2 400 F minimum à l'embauche.

Et on pourrait encore parler des conditions de travail, de ces mille interdictions et brimades, injures et humiliations qui jalonnent la semaine d'une vendeuse : se faire insulter par le patron devant les clients, ne pas avoir le droit de s'asseoir ou d'aller plus de cinq minutes aux WC, etc.

UNE DÉLÉGUÉE PAR RUE !

Un panneau indique : « Boutique Perla. Après deux ans de confiance et de gentillesse, vendeuse licenciée parce qu'elle a demandé 2 heures de repos ». « Le repos hebdomadaire, explique Marguerite, la journée de repos, c'est là-dessus que le syndicat s'est construit au départ. Comme dans la profession il y a 90 % de femmes et que se posent pour elles, dans la société où l'on vit, les tâches ménagères et autres, c'était important. On a gagné là-dessus, partiellement puisqu'on a obtenu le matin alors qu'on veut l'après-midi. C'est une victoire ». Et elle ajoute avec conviction : « ... une grande victoire ! ». Oui, avec ces premiers succès, le syndicat a pu élargir son audience, commencer à briser le cercle de la peur, à faire changer la peur de camp. Actuellement, la lutte porte sur la revendication d'une déléguée par rue et l'obtention de conventions collectives (qui n'existent pas dans le petit commerce).

L'HISTOIRE DE THÉRÈSE

Comment, mieux que Thérèse, parler de ces femmes dont la colère éclate contre l'injustice quotidienne qu'elles vivent. Thérèse est ici, parmi ses compagnes du syndicat, et elle accueille les visiteurs, les gens qui passent, comme s'ils entraient dans son magasin. Avec, en plus, une fougue particulière et beaucoup d'affection pour parler des petites vendeuses.

« Après la guerre, raconte Thérèse, les femmes qui se sont retrouvées seules ont dû travailler. Pour la plupart, elles sont devenues vendeuses. C'est mon cas. J'avais un patron charmant et démocrate et moi, disait-il, j'avais toutes les qualités. Après 28 ans de présence, il m'a licenciée, c'était un 31. Le 30 à 17 h, je reçois mon bulletin de salaire, j'avais un mois en plus mais, voyez-vous, c'était une simple faveur : vous n'avez droit à rien, m'a dit mon patron ! Je n'avais plus de travail. La veille encore, j'avais une qualité exceptionnelle me disait-il, la loyauté : oui, il faut sortir ce métier du ghetto. Quand je me suis syndiquée, je ne me sentais pas en danger. J'avais pris ma carte par solidarité, parce que j'avais vu des filles se faire licencier. Il y a des vendeuses qui ont encore peur, mais la peur n'évite pas le danger. Il faut que toutes les femmes se prennent par la main ».

Rémi DAINVILLE



Les vendeuses : beaucoup plus nombreuses que l'on ne le croit. Elles sont 15 000 dans la région lilloise.

LE visage souriant, le vêtement à la mode, elles vous accueillent, vous servent, vous conseillent pour l'achat d'une paire de chaussures, d'une chemise, d'un produit de consommation... Ce sont les vendeuses des petits magasins. Ces travailleuses, plus nombreuses qu'on ne le pense d'ordinaire — environ 15 000 dans l'agglomération lilloise — ont décidé de faire valoir leurs droits, avec courage et détermination.